

nomique canadien, aggravée par les politiques du gouvernement et aucunement entravée par le bien-être social, le logement et les programmes judiciaire et médical.

Environ 40 p. 100 du revenu total est partagé entre seulement 20 p. 100 de la population, de sorte que l'écart entre les riches et les pauvres s'élargit constamment.

Monsieur le président, depuis des années, nous disons que l'écart entre les riches et les pauvres continue de s'élargir. Mais nous préconisons une solution visant à relever le niveau de vie des pauvres, sans diminuer celui des riches, alors que les socialistes veulent diminuer le niveau de vie des riches pour faire croire qu'on va en distribuer plus aux pauvres, alors que dans tous les pays socialistes du monde, on a socialisé, on a étatisé, on a taxé, sans en donner plus à ceux-là qui en voulaient. Et voici ce que les quatre économistes répètent encore, et je cite:

En luttant contre l'inflation, . . .

. . . et c'est ce qu'a fait le gouvernement actuel, . . . au détriment du chômage, le gouvernement, selon eux, a alourdi le fardeau du pauvre qui gagne des bas salaires et est toujours le premier congédié et le dernier embauché.

Il me semble qu'il serait temps d'écouter les créditistes, car nous sommes rendus au point de convaincre les économistes du gouvernement, même avant de pouvoir convaincre les députés ministériels.

J'ai également en main un document qui, à mon sens, est extrêmement important et qui vient d'un des plus grands premiers ministres du monde libre, sir Winston Churchill, qui disait ce qui suit:

[Traduction]

Sir Winston Churchill plus que soupçonnait la source du problème à l'époque—et elle est toujours la même—lorsqu'il a donné à Oxford, le 19 juin 1930, sa conférence Romanes intitulée «Le gouvernement parlementaire et le problème économique». Voici ce qu'il disait: «Les doctrines classiques d'économie politique ont, depuis près d'un siècle, trouvé refuge dans le Trésor et dans la Banque d'Angleterre . . . Quelle que puisse être notre opinion de ces doctrines, . . . il est clair qu'elles ne correspondent pas à la réalité présente . . . Il est évident que nous ne résoudrons pas de manière satisfaisante—et même que nous ne résoudrons pas du tout—le problème économique avec lequel nous sommes aux prises actuellement en nous reportant aux leçons des manuels, pour admirable que soit leur logique, pour illustres que soient leurs auteurs . . .

Si les théories des anciens économistes ne valent plus dans le cadre de notre société, il nous faut les remplacer par un nouveau corps de doctrine . . .

Au delà de nos difficultés immédiates se pose le problème fondamental de l'économie du monde moderne, à savoir, le déséquilibre surprenant entre le pouvoir de consommation et la puissance de production . . . Qui aurait jamais pensé qu'il serait plus facile de produire, à force de labeur et d'habileté, tous les articles les plus nécessaires ou les plus désirables que de leur trouver des acheteurs? Qui aurait jamais pensé que le monde, avec toute sa science et toute sa civilisation, se trouverait dans l'incapacité d'utiliser ces provisions abondantes et peu coûteuses de toutes les denrées de base? Tous nos triomphes dans les domaines de la recherche et de l'organisation n'ont-ils eu pour effet que de nous infliger un nouveau châtement: le fléau de l'abondance? N'y a-t-il vraiment pas moyen de trouver un meilleur équilibre entre l'offre et la demande? Toujours est-il que toutes les tentatives faites jusqu'ici dans ce domaine ont échoué. De nombreuses tentatives ont été faites, des tentatives extrêmes du communisme en Russie aux tentatives extrêmes du capitalisme aux États-Unis. Elles ont englobé toute la gamme des mesures fiscales et monétaires. Mais elles ont toutes échoué et elles ne nous ont guère permis de progresser dans ce domaine par rapport aux temps anciens. Il ne fait pas de doute que les esprits les plus avisés devraient centrer leurs recherches sur cette cassure et sur cette fissure mystérieuse à la base même de tous nos arrangements et de tout notre système. Le pays qui trouverait le premier la clef de ce mystère s'assurerait une renommée durable et de grands avantages . . .

A l'opposé des problèmes politiques, les problèmes économiques ne peuvent être résolus par l'expression, si véhémence qu'elle soit,

d'une volonté nationale, mais uniquement par des mesures appropriées. Ce n'est pas grâce à une majorité que l'on peut vaincre le cancer. Il faut trouver un remède. Tout le monde sait ce que les gens souhaitent. Ils veulent plus de prospérité. Comment la leur procurer? Voilà la question qu'il est si difficile de résoudre . . .

C'est une heure décisive pour le Parlement, et s'il continue à se montrer incapable de tracer sincèrement et effectivement la voie dans cette conjoncture, nos institutions parlementaires, qui sont si admirables sur le plan politique, pourraient bien devenir l'objet d'une réprobation aux conséquences incalculables.

• (9.00 p.m.)

Et nous voyons aujourd'hui se vérifier les prédictions de Churchill. Le Parlement «face à son propre procès» n'a pas réussi à «concilier ses pouvoirs de production et de consommation», ce qui fait de lui un objet de risée et d'hostilité de ceux qu'il est censé servir.

[Français]

Monsieur le président, je pourrais également citer des déclarations de trois présidents américains. De plus, en 1935, alors que les créditistes venaient de prendre le pouvoir en Alberta, un premier ministre du Canada, qui voulait s'assurer l'appui des créditistes, surtout de l'Alberta et de la Saskatchewan, disait, et je cite:

[Traduction]

Dès lors qu'un pays a renoncé au contrôle de sa monnaie et de son crédit, peu importe qui en fait les lois. L'usure, sitôt qu'elle domine, amène la ruine de toute nation. Tant que le contrôle et l'émission de la monnaie et du crédit n'auront pas été restitués au gouvernement et reconnus comme étant sa responsabilité la plus évidente et la plus sacrée, parler de souveraineté du Parlement et de démocratie est oiseux et futile.

[Français]

Monsieur le président, ces paroles étaient prononcées il y a 36 ans. Dans sa réforme fiscale, le meilleur «taxeur» canadien, en réformant les finances, a seulement changé les taxes de place, et c'est la raison pour laquelle les créditistes, à la Chambre, non seulement s'opposent au bill C-259, mais sont également scandalisés de voir que lorsqu'il s'agit d'aller chercher de l'argent dans les poches des citoyens, il faut un bill de plus de 700 pages.

Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de vouloir aider ceux-là qui ont défendu le Canada, comme les anciens combattants, on se contente d'un bill de quatre pages. Mais pour aller pomper l'argent, détruire l'entreprise privée, au Canada, ou la menacer davantage, il faut un bill de 700 pages. Pour aider ceux-là qui ont défendu notre pays lors des guerres, ceux à qui nous avons dit d'aller se battre pour la chrétienté et la civilisation, un bill de 4 pages suffit. Pour récompenser ceux qui ont financé la guerre, qui n'ont pas été au front, qui n'ont eu seulement qu'à écrire des chiffres dans des comptes de banque, prêter l'argent au gouvernement fédéral et nous endetter de plusieurs milliards de dollars, on présente un bill de 700 pages.

Monsieur le président, nous aurons l'occasion de revenir sur les articles de ce bill, et nous prendrons tout le temps qu'il faudra pour au moins accomplir à la Chambre notre devoir non pas pour représenter la finance mais le peuple du Canada, qui mérite autre chose qu'un bill préparé par des experts et qui vise à la dépossession graduelle et totale des Canadiens.

Monsieur le président, j'aimerais aussi lire une partie du programme communiste. Je cite:

[Traduction]

La première version anglaise du Manifeste communiste de Karl Marx remonte à 1850. C'était longtemps avant l'invention de l'impôt sur le revenu. C'était aussi avant la création de la Banque centrale avec ses ramifications